

ÉDITORIAL

Les chiffres de la conjoncture présentés cette année par l'Observatoire Régional de l'ESS montrent que l'ESS est une forme d'économie dynamique et résiliente. L'ESS a su traverser la crise en résistant mieux que l'économie classique et -fait nouveau- négocie le début de la reprise avec une croissance solide. Cela témoigne de la capacité de l'ESS à répondre aux enjeux de notre temps, écologiques, sociaux et territoriaux.

Cependant, les bons chiffres globaux ne doivent pas masquer la réalité des difficultés que rencontrent les structures ESS depuis des années. Ces fragilités subsistent et se renforcent par effet d'accumulation. L'effet successif des baisses des ressources des collectivités locales, de la suppression d'emplois aidés, de la baisse des subventions pèse sur la santé des structures, notamment les plus petites. Cela a un effet direct sur le nombre d'établissements ESS dans la région, et donc sur la capacité de long terme de l'ESS à se développer, notamment dans des secteurs où ces petites structures sont très présentes.

Ces tendances ne sont pas des fatalités. Elles ne sont pas acquises. Elles sont le résultat de politiques menées au plan national et au plan local. Les chiffres présentés par l'Observatoire montrent que des politiques locales peuvent avoir un effet important sur la conjoncture des structures de l'ESS. Il est important que les bonnes pratiques identifiées puissent être généralisées. La CRESS s'est dotée des outils en ce sens. Nous y avons tous et toutes intérêt, pour l'environnement, pour l'emploi, pour le bien être des territoires.



Youssef ACHOUR, Président de la CRESS Île-de-France

Conjoncture régionale

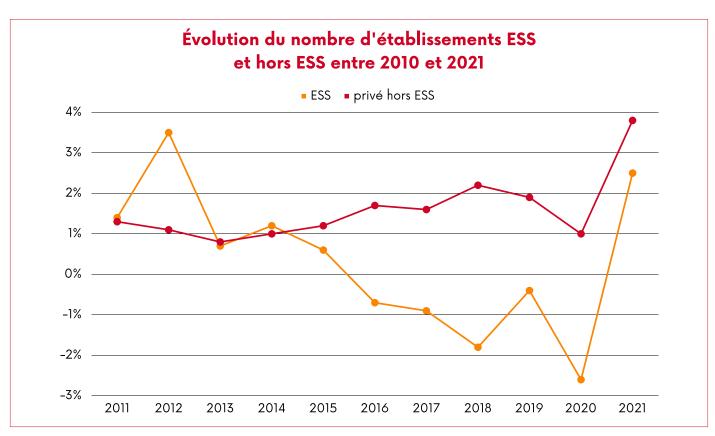
La crise sanitaire a été un choc pour l'ensemble de l'économie française. Les chiffres pour l'année 2020 montraient que l'ESS résistait globalement mieux que l'économie classique à ce choc, malgré un fort impact sur des secteurs d'activité tels que les sports et loisirs ou les arts et spectacles. Il restait à déterminer si cette tendance se confirmait ou si le redémarrage de l'économie allait, comme lors de la crise de 2008, se traduire par un rattrapage de l'économie classique au détriment de l'ESS.

Les chiffres 2021 confirment une forte dynamique de l'ESS, notamment en termes d'emploi. Avec une stagnation (-0,2%) de son nombre d'établissements et une progression de 3% de son nombre d'emplois, l'ESS fait mieux que retrouver son niveau d'avant crise. Malgré une stabilité du nombre de ses établissements, elle est confortée dans une croissance solide de ses emplois au-delà du rattrapage de l'année 2021. La progression de l'emploi associatif (+3,2%) explique en partie cette dynamique, les secteurs des arts et spectacles (+13% d'emplois) et du sport (+5,6% d'emplois), très touchés pendant le plus fort de la crise, étant parmi ceux qui progressent le plus en emplois.

Ce constat peut cependant être nuancé par une dynamique moins positive en termes d'établissements. Si l'ESS francilienne a renoué avec une tendance favorable pour le nombre de ses établissements (+2,5%) en 2021, de nombreux départements franciliens sont encore loin d'avoir rattrapé la baisse d'établissements ESS survenue en 2020, contrairement au privé classique (+3,8% d'établissements à l'échelle régionale).

Il semblerait donc que la reprise crée au sein des structures de l'ESS des gagnantes et des perdantes, qu'il conviendra d'identifier plus précisément. En toute hypothèse, les structures les plus fragiles, qui comptent peu d'emplois ou positionnées sur des secteurs d'activités moins stables ou déstabilisés par la crise ne profitent pas à plein de la reprise. Les fragilités identifiées de longue date (baisse des emplois aidés, compression des dépenses des collectivités locales...) produisent par ailleurs encore leurs effets. En revanche, l'économie classique a créé de très nombreux établissements, mais ceux-ci ne correspondent pas à une forte création d'emplois, ce qui permet de souligner une nouvelle fois le potentiel de création d'emplois durables de l'ESS.

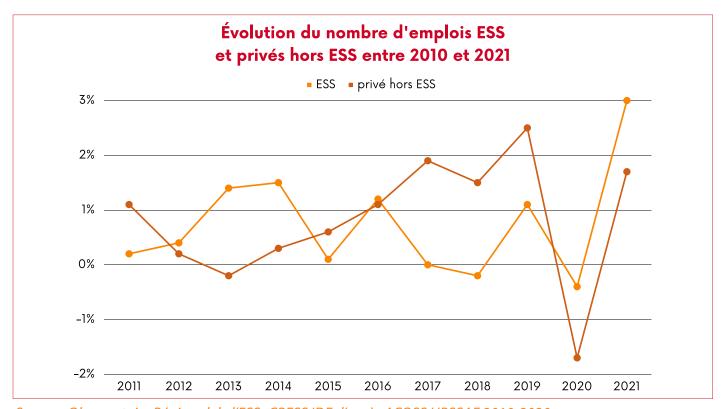
Graphique 1



Source: Observatoire Régional de l'ESS- CRESS IDF d'après ACOSS URSSAF 2010-2020

Sur l'emploi, l'ESS fait preuve d'une dynamique nette qui lui permet de dépasser son niveau d'avant crise. Avec une augmentation de 3% du nombre de ses emplois, l'ESS fait mieux que le privé hors ESS (1,7%). Elle démontre ainsi une nouvelle fois sa résilience en temps de crise, puisque déjà en 2020 elle affichait une petite baisse de 0,4% du nombre de ses emplois contre -1,7% pour le privé hors ESS. Au choc de la crise sanitaire fait suite un rattrapage qui s'observe en parallèle pour l'ESS et le privé hors ESS.

Graphique 2



Source: Observatoire Régional de l'ESS- CRESS IDF d'après ACOSS URSSAF 2010-2020

Les tendances observées en 2021 montrent une forte dynamique des structures ESS en région Île-de-France, dans un contexte de reprise et donc en partie de rattrapage du choc de la crise intervenue en 2020. Le maintien de cette dynamique dépendra de la prise en compte des spécificités des structures ESS lors du passage progressif des dispositifs de soutien exceptionnels mis en place pendant la crise aux dispositifs de droit commun.

Premier bilan de la crise à l'échelle régionale

L'année 2021 a été marquée par la levée progressive des restrictions sanitaires. S'il subsiste encore des contraintes sur les structures liées aux précautions nécessaires face à l'épidémie de Covid19, 2020 et 2021 ont été des années difficiles, pendant lesquelles des secteurs d'activité entiers ont été contraints de cesser leur activité pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

La comparaison des chiffres entre 2019 et 2021 permet de faire un premier bilan de la crise sur les établissements et les emplois ESS, qui devra être affiné avec les chiffres 2022 lorsqu'ils seront disponibles. Ce premier bilan montre que l'ESS a d'ores et déjà fait mieux que retrouver son niveau d'avant crise en termes d'emplois, mais que la situation est plus contrastée en termes d'établissements.

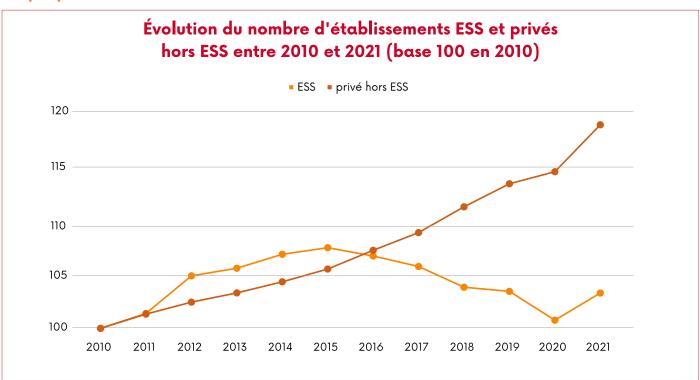
Dans le détail, entre 2019 et 2021, le nombre d'emplois ESS a progressé de 2,6%, bien davantage que le nombre d'emplois du privé hors ESS, qui retrouve à peine son niveau d'avant crise (-0,1%). En termes d'établissements, on observe une très légère régression pour l'ESS (-0,2%) et une forte progression pour le privé hors ESS (+4,9%).

Ces tendances montrent que malgré une bonne dynamique d'emploi, des fragilités subsistent sur le maintien de certains établissements. Le rattrapage lié à la crise a permis à l'ESS de presque retrouver son nombre d'établissements de 2019, mais cette tendance se confirmera-t-elle en 2022 alors que le nombre d'établissements ESS décroît de façon continue en Île-de-France depuis 2015 ?

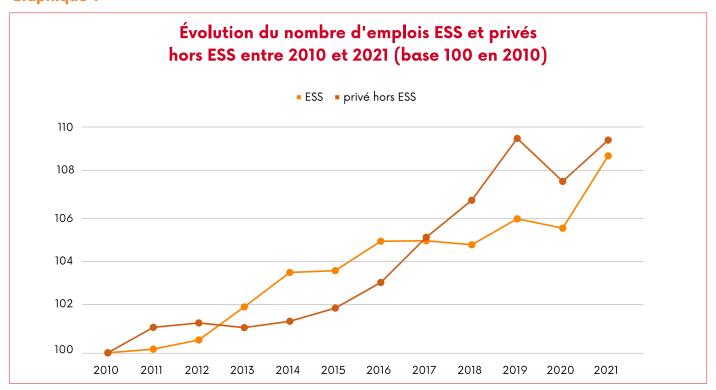




Graphique 3



Graphique 4



Source: Observatoire Régional de l'ESS- CRESS IDF d'après ACOSS URSSAF 2010-2020

Analyse départementale

On observe à l'échelle des départements franciliens la même tendance qu'au plan régional : un rattrapage du choc causé par la crise de 2020. Cependant, même si les hausses d'emplois et d'établissements permettent dans la plupart des départements de dépasser les niveaux de 2019, il reste des départements dont la dynamique est moins favorable.

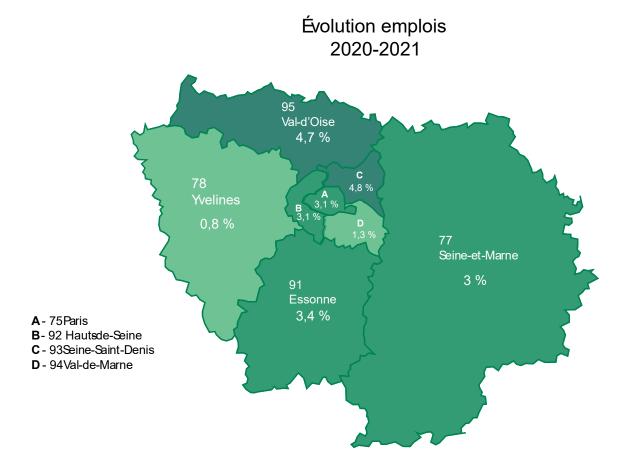
En 2020, on observait une baisse des établissements ESS dans tous les départements franciliens. En 2021, la tendance est à la hausse dans tous les départements également, mais à des niveaux très divers. La hausse est sensible dans la Seine-Saint-Denis (+6,2%), dans le Val-de-Marne (+3,6%) et dans le Val d'Oise (+3,1%). Elle est beaucoup plus discrète dans l'Essonne (+1,5%), les Yvelines (+1,3%), et presque inexistante en Seine et Marne (+0.1%).

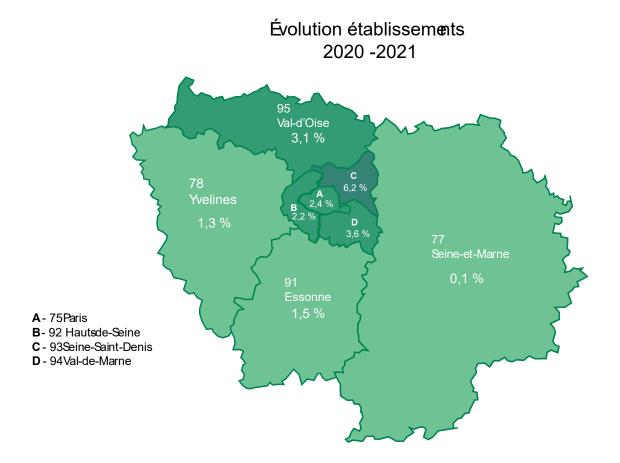
En termes d'emplois, la Seine-Saint-Denis (+4,8%) et le Val d'Oise (+4,7%) affichent de fortes dynamiques. En revanche, le Val-de-Marne (+1,3%) et les Yvelines (+0,8%) ont des tendances moins favorables qu'à l'échelle régionale.

La conjoncture n'est donc pas la même d'un département à l'autre. Alors que la Seine-Saint-Denis affiche une conjoncture très favorable pour les structures ESS, les Yvelines, le Val de Marne et la Seine et Marne présentent des tendances plus contrastées. En comparaison avec les tendances de l'année 2020, les deux départements qui ne présentaient pas de baisse du nombre d'emplois ESS ont toujours une conjoncture favorable, mais la Seine-Saint-Denis confirme une dynamique solide, alors que les Hauts-de-Seine se situent dans la moyenne régionale.

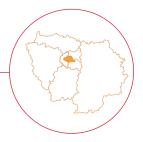
Territoire	Évolution établissement 2020-2021	Territoire	Évolution emplo 2021
75 PARIS	2,4 %	75 PARIS	3,1 %
77 SEINE-8-MARNE	0,1 %	77 SEINE-8-MARNE	3 %
78 YVELINES	1,3 %	78 YVELINES	0,8 %
91 ESSONNE	1,5 %	91 ESSONNE	3,4 %
2 HAUTS-DE-SEINE	2,2 %	92 HAUTS-DE-SEINE	3,1 %
93 SEINE-SAINT- DENIS	6,2 %	93 SEINE-SAINT- DENIS	4,8 %
94 VAL-DE-MARNE	3,6 %	94 VAL-DE-MARNE	1,3 %
95 VAL-D'OISE	3,1 %	95 VAL-D'OISE	4,7 %

Les facteurs pour expliquer ces différences sont nombreux et difficile à déterminer précisément, mais il est possible d'affirmer que les politiques locales mises en place pour le développement des structures ESS ont pu avoir un impact, en fournissant aux structures des ressources en termes d'accès à l'information, de coopérations locales, de soutien financier ou d'accompagnement.





Paris



Paris est un territoire particulier, à la fois en volume d'établissements et d'emplois ESS, mais aussi en termes de secteurs d'activité représentés et de tailles d'établissements. Il est évident que son statut de capitale et sa densité de population expliquent en grande partie ces particularités. Les structures de la culture y sont nombreuses, de même que les réseaux et coordinations.

Le nombre d'établissements ESS a augmenté de 2,4% à Paris en 2021, après avoir baissé de 2,5% en 2020. Cela ne permet pas à l'ESS parisienne de retrouver son nombre d'établissement de 2019. Ces chiffres s'expliquent notamment par un rebond du nombre d'établissements associatifs en 2021 (+2,6%), insuffisant pour retrouver le niveau de 2019. Les fondations continuent leur forte progression (+4,1% d'établissements en 2021 et +7,3% depuis 2019). Malgré une petite progression en 2021 (+0,4%), le nombre de coopératives reste inférieur à celui de 2019 (-0,5%). Enfin, on observe une nette baisse du nombre d'établissements mutualistes dans la capitale (-4,2% en 2021 et -6,6% depuis 2019). Il est à noter que le privé hors ESS bénéficie d'une forte dynamique de création d'établissements (+3,5% en 2021 et +3,9% en deux ans).

En termes d'emploi, tous les statuts juridiques de l'ESS bénéficient d'une conjoncture favorable en 2021. C'est notamment le cas des associations (+3,4% d'emplois) et des fondations (+3,3%). La hausse du nombre d'emplois ESS est plus mesurée chez les coopératives (+0,7%) et les mutuelles (+2,1%). Au total l'ESS enregistre une hausse de 3,1% de ses emplois en 2021, ce qui lui permet de dépasser nettement son niveau de 2019 (+2,6% d'emplois en deux ans). Comme au niveau régional, on observe que l'ESS bénéficie d'une dynamique plus favorable en termes d'emploi que le privé hors ESS, qui n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise (-0,8%).

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	2,6 %	3,4 %
	Coopératives	0,4 %	0,7 %
PARIS	Fondations	4,1 %	3,3 %
	Mutuelles	- 4,2 %	2,1 %
	Total ESS	2,4 %	3,1 % 🖊
	PRIVÉ HORS ESS	3,5 %	2,4 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
	Associations	-0,2 %	2,5 %
	Coopératives	- 0,5 %	3,3 %
PARIS	Fondations	7,3 %	3,8 %
	Mutuelles	- 6,6 % 📐	1,5 %
	Total ESS	- 0,1 % 📐	2,6 %

Seine et Marne



La Seine et Marne était l'un des départements où la crise avait frappé le plus fort en 2020. Si la tendance est meilleure en 2021, on observe de très gros reculs en deux ans pour les coopératives (-1,8% d'établissements et -9% d'emplois en deux ans) et les mutuelles (-1,4% d'établissements et -6,1% d'emplois en deux ans).

Le nombre d'établissements ESS en Seine et Marne se stabilise en 2021 (+0,1%), mais est en recul par rapport au niveau d'avant crise (-3,9%). Ce recul est notamment du à la disparition d'établissements associatifs (-4,5% en deux ans) et à une très faible dynamique en 2021 qui ne permet pas de compenser les pertes dues à la crise.

Les chiffres sont légèrement meilleurs pour l'emploi ESS (+1,4% en deux ans), mais restent nettement inférieurs à la moyenne régionale (+2,6%). On observe un rattrapage en 2021 pour les associations (+3,6% d'emplois) et les coopératives (+4,5%), ce qui est cependant loin de compenser les pertes de l'année 2020 pour ces dernières. Les mutuelles continuent cependant de voir reculer le nombre de leurs emplois (-2,7%).

Il est à noter que les fondations restent stables en 2021 en nombre d'établissements (-0.5%) et d'emplois (+0.1%), mais effectuent une progression très sensible en deux ans (+15.4% d'établissements et +9.5% d'emplois).

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	0,2 %	3,6 %
0=IN I=	Coopératives	- 1,0 %	4,5 %
SEINE &	Fondations	- 0,5 %	0,1%
MARNE	Mutuelles	-1,4 %	- 2,7 %
	Total ESS	0,1% /	3,0 %
	PRIVÉ HORS ESS	3,9 %	1,0 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
Territoire	Statut Associations		
		établissements	emplois
SEINE	Associations	établissements - 4,5 %	emplois
	Associations Coopératives	établissements - 4,5 % \ 1,8 % \	emplois 1,9 % / - 9,0 % \
SEINE &	Associations Coopératives Fondations	- 4,5 % \	emplois 1,9 % / - 9,0 % \ 9,5 % /

Yvelines



Les Yvelines sont l'un des deux seuls départements (avec le Val-de-Marne) à n'avoir pas dépassé le niveau d'emploi ESS de 2019. Les chiffres 2020 montraient déjà une conjoncture moins favorable à l'ESS dans le département, qui a perdu significativement plus d'emploi ESS que la moyenne régionale pendant la crise, notamment en raison d'une tendance négative des structures de la santé et du médico-social, une exception dans la région.

Ces tendances se confirment malheureusement en 2021. Le nombre d'établissements ESS progresse bien de 1,3%, mais ce chiffres est presque deux fois inférieur à la moyenne régionale (+2,5%). Les Yvelines avaient certes perdu légèrement moins d'établissements en 2020, mais cela souligne de plus grandes difficultés de développement pour les structures ESS du département. Au total, il y a 0,9% d'établissements ESS en moins depuis 2019.

En termes d'emplois ESS, on observe une petite progression de 0,8%, là encore très inférieure à la moyenne régionale (+3%). Seules les associations enregistrent une hausse de leur nombre d'emplois (+2%), tous les autres statuts juridiques ESS accusant de nettes baisses : -4,4% pour les coopératives, -4,7% pour les fondations, -3,5% pour les mutuelles. Comme en 2020, les secteurs de la santé et de l'action sociale perdent des emplois, ce qui explique en partie cette dynamique négative.

Sur deux ans, les Yvelines perdent 0,5% de leurs emplois ESS, et les associations sont les seules à retrouver leur niveau d'avant crise (+0,6%). La dynamique de création d'emploi de l'ESS dans le département est donc très légèrement inférieure à celle du privé hors ESS (-0,4%), ce qui fait des Yvelines l'un des seuls départements où l'ESS ne présente pas une conjoncture plus favorable.

Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
	Associations	- 0,5 %	0,6 % 🗾
	Coopératives	- 3,1 %	- 5,9 %
YVELINES	Fondations	4,0 %	- 3,3 %
TVELINES	Mutuelles	- 11,4 %	- 6,8 % 📐
	Total ESS	- 0,9 %	- 0,5 % 📐
	PRIVÉ HORS ESS	5,1 % 🖊	- 0,4 %
Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	1,8 %	2,0 %
	Coopératives	- 2,0 %	- 4,4 %
YVELINES	Fondations	4,0 %	- 4,7 %
T V E E I V E O	Mutuelles	-7,9 %	- 3,5 % 📐
	Total ESS	1,3 %	0,8 %
	PRIVÉ HORS ESS	3,6 %	0,8 % 🖊

Essonne



L'Essonne présente des tendances assez favorables en 2021, qui permettent en partie de compenser les chiffres en demi-teinte de 2020. L'ESS reculait alors plus que la moyenne régionale en termes d'emplois, et surtout en termes d'établissements. En 2021, tous les statuts juridiques de l'ESS progressent en établissements et en emplois, à l'exception des mutuelles qui perdent 1,1% de leurs établissements.

Concernant les établissements, ces hausses restent néanmoins modérées et ne permettent pas de compenser les pertes de 2020. C'est particulièrement le cas pour les associations, qui perdent 2% de leurs établissements entre 2019 et 2021 (contre -0,2% à l'échelle régionale). Au total, l'Essonne compte 1,8% d'établissements ESS en moins par rapport à 2019.

La situation est plus favorable en termes d'emplois. Après des pertes plus importantes qu'à l'échelle régionale en 2020 (-1,4% contre -0,7%), un effet de rattrapage peut s'observer en 2021. Ainsi, l'emploi ESS progresse davantage qu'à l'échelle régionale (+3,4% contre +3%), un rythme bien supérieur à celui du privé hors ESS (+1,5%). L'ESS parvient donc à dépasser son nombre d'emploi d'avant crise (+2,4% entre 2019 et 2021).

Cette hausse est portée par les effets de rattrapage qui touchent notamment les associations, mais aussi par une forte dynamique des emplois mutualistes (+23,4% en deux ans). Cette dernière est probablement due à l'installation de gros établissements mutualistes dans le département.

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	1,6 %	3,5 %
	Coopératives	1,2 %	2,3 %
ESSONNE	Fondations	0,6% /	1,7 %
200011112	Mutuelles	- 1,1 %	5,4 % /
	Total ESS	1,5 %	3,4 %
	PRIVÉ HORS ESS	3,6 %	1,5 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
	Associations	- 2,0 %	1,8 %
	Coopératives	- 1,0 %	1,8 %
ESSONNE	Fondations	0,0 % —	2,0 %
200011112	Mutuelles	- 0,5 %	23,4 % 🖊
	Total ESS	- 1,8 %	2,4 %
	PRIVÉ HORS ESS	5,1 % 🖊	1,3 %

Hauts-de-Seine



Les Hauts-de-Seine sont un territoire particulier en raison de la présence d'un tissu économique particulièrement dense, avec la présence du centre d'affaire de La Défense. Le tissu ESS y est également assez particulier, avec une proportion très forte d'emplois dans la santé et une implantation de nombreuses fondations. Tous ces éléments augmentent la proportion de très gros établissements ESS (plus de 250 emplois).

Ces caractéristiques avaient permis au département d'être l'un des seuls d'Île-de-France à ne pas subir une baisse des emplois ESS en 2020. Cela lui permet également d'afficher une progression depuis 2019 du nombre d'emplois ESS supérieure à celle observée au niveau régional (+4,1% contre +2,6%). Ce chiffre masque cependant une situation précaire pour les associations.

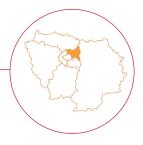
Le nombre d'établissements ESS a augmenté de 2,2% dans les Hauts-de-Seine en 2021, soit une hausse légèrement inférieure à l'échelle de la région. Les fondations connaissent une forte dynamique, avec une hausse de 7,5% de leurs établissements en 2021 (+11,7% en deux ans). La dynamique est positive en 2021 pour tous les statuts juridiques de l'ESS, mais le nombre d'établissements ESS du département reste inférieur à celui de 2019 (-0,7%), principalement à cause d'une baisse du nombre d'associations (-1%) et de mutuelles (-4,5%).

En termes d'emploi, l'ESS des Hauts-de-Seine fait bien mieux que le privé classique (+3,1% contre +0,6%). Ce chiffre est -pour la deuxième année consécutive- en grande partie due à une hausse spectaculaire de 15,7% du nombre d'emplois des fondations (+27,8% en 2020), ce qui correspond à près de 900 emplois supplémentaires en un an et 2 200 emplois supplémentaires en deux ans (soit une hausse de +48,4%). Tous les statuts juridiques de l'ESS progressent en termes d'emploi.

En comparaison avec les niveaux de 2019, coopératives (+3,1% d'emplois), fondations (+48,4%) et mutuelles (+4,1%) dépassent largement leur nombre d'emplois d'avant crise. En revanche, les associations peine à profiter de la reprise, avec une croissance de seulement 1,5% de leurs emplois en 2021, et une baisse de 0,7% en deux ans. Cela peut alerter sur la situation d'établissements associatifs dont la dynamique négative est à rebours de ce qui peut être observé à l'échelle de la région.

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	2,1 %	1,5 %
	Coopératives	1,1 %	1,4 %
HAUTS-	Fondations	7,5 %	15,7 % /7
DE-SEINE	Mutuelles	1,1 % 🖊	2,4 % /
	Total ESS	2,2 %	3,1 % 🖊
	PRIVÉ HORS ESS	3,3 %	0,6 % 🖊
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021
		etablissements	emp l ois emplois
	Associations	- 1,0 % \square	- 0,7 % \
	Associations Coopératives		
HAUTS-		- 1,0 %	- 0,7 % 📐
HAUTS- DE-SEINE	Coopératives	-1,0 % _ 0,7 % _	- 0,7 % \square 3,1 % \square 7
	Coopératives Fondations	-1,0 % _\ 0,7 % _\ 11,7 % _\	- 0,7 % \\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\\

Seine-Saint-Denis



Le territoire de la Seine-Saint-Denis comporte un tissu ESS dynamique depuis plusieurs années. En très grande majorité associatif, il aurait théoriquement dû subir plus fortement les effets de la crise. Or, c'est plutôt l'inverse qui s'est produit, avec plusieurs secteurs d'activité relativement préservés voire en croissance, même en 2020. Dans ce contexte, il aurait pu se produire que les structures de la Seine Saint Denis ne bénéficient pas de l'effet de rattrapage induit par la reprise de l'activité en 2021. Là encore, la vitalité du territoire a permis une croissance du nombre d'établissements et d'emplois ESS remarquable.

La Seine-Saint-Denis est l'un des seuls département à pouvoir afficher une croissance nette du nombre de ses établissements ESS. Avec une hausse de 6,2% en 2021, c'est également le seul territoire francilien dans lequel la dynamique des établissements ESS dépasse celle des établissements privés hors ESS (+4,9%). Les associations (+6,6% d'établissements) et les coopératives (+5%) sont les moteurs de cette hausse. Les fondations (-1%) et les mutuelles (-3,5%) sont en recul.

En termes d'emplois, on observe également une forte dynamique : +5,7% pour les associations, +1,3% pour les coopératives, et +4,8% au total pour l'ESS en 2021. Les fondations reculent légèrement (-0,6%), tandis que les mutuelles affichent une baisse sensible de leur nombre d'emplois (-7,3%).

Pour les établissements comme pour les emplois ESS, cela permet à la Seine-Saint-Denis de dépasser très nettement les niveaux de 2019. En 2020, le département était l'un des seuls à afficher une croissance des emplois ESS. Cela aboutit à une progression en deux ans de 6,4% du nombre d'emplois ESS et de 4% du nombre d'établissements ESS.

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	6,6% /	5,7 %
051115	Coopératives	5,0 % /	1,3 %
SEINE- SAINT-	Fondations	- 1,0 % 📐	- 0,6 % 📐
DENIS	Mutuelles	- 3,5 % 📐	- 7,3 % 📐
	Total ESS	6,2 %	4,8 %
	PRIVÉ HORS ESS	4,9 % /	2,8 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
	Associations	4,2 %	7,6%
CEINIE	Coopératives	5,2 %	3,0 % /
SEINE- SAINT-	Fondations	- 1,0 % 📐	- 2,8 % 📐
DENIS	Mutuelles	- 5,2 %	- 11,5 % 📐
	Total ESS	4,0 %	6,4% /
	PRIVÉ HORS ESS	6,6 % 🖊	2,6 %

Val-de-Marne



L'évolution du nombre d'établissements et d'emplois ESS dans le Val-de-Marne en 2021 est contrastée. Malgré une croissance des établissements et des emplois en 2021, des zones de faiblesses apparaissent. La relative faiblesse de la croissance de l'emploi ESS doit cependant être relativisée: en 2020 et en 2021, plusieurs gros établissements mutualistes ont quitté le département. Plus que pour d'autre départements, il convient donc d'examiner avec attention les chiffres des autres statuts juridiques de l'ESS.

Les établissements ESS ont mieux résisté dans le Val-de-Marne que dans d'autres territoires. En deux ans, le nombre d'établissements ESS progresse de 0,6%, porté par les associations (+1%). En 2021, tous les statuts juridiques de l'ESS progressent en nombre d'établissements, à l'exception des mutuelles (-3,3%) et des coopératives (=). Ces deux derniers statuts juridiques voient leur nombre d'établissements reculer en deux ans de 2,6% pour les coopératives et de 7% pour les mutuelles.

Malgré une baisse de 22,9% du nombre d'emplois des mutuelles, les emplois ESS ont progressé dans le Val de Marne de 1,3% en 2021. En deux ans, les mutuelles du département ont perdu 40,9% de leurs emplois. Cela a évidemment un impact sur les chiffres globaux pour l'ESS, mais d'autres statuts juridiques ont connu une croissance modérée. Les associations voient leur nombre d'emplois progresser de 1,6% en 2021 et de 1,4% depuis 2019, bien moins qu'à l'échelle régionale (+3,2% en 2021 et +2,3% depuis 2019). L'emploi des coopératives progresse bien de 3,2% en 2021, mais cela ne compense pas les effets de la crise : en deux ans, l'emploi coopératif a régressé dans le département de 2,9%.

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	4,0 %	1,6 %
	Coopératives	0,0 %	3,2 %
VAL-DE-	Fondations	3,7 %	- 0,7 % 📐
MARNE	Mutuelles	- 3,3 % 📐	- 22,9 % 📐
	Total ESS	3,6 % /	1,3 %
	PRIVÉ HORS ESS	4,2 %	1,8 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021 établissements	Évolution 2019-2021 emplois
	Associations	1,0 % /	1,4 %
	Coopératives	- 2,6 %	- 2,9 %
VAL-DE-	Fondations	3,7 %	1,2 %
MARNE	Mutuelles	- 7,0 %	- 40,9 % 📐
	Total ESS	0,6% /	- 0,03 % 🔀
	PRIVÉ HORS ESS	5,6 % /	0,02 % 🖊

Val d'Oise



Le Val D'Oise connaît une conjoncture favorable pour l'ESS en 2021, capitalisant sur une meilleure résistance que d'autres territoires face à la crise en 2020 et sur une bonne vitalité des associations, portée par une croissance forte de l'hébergement social et médico-social et des activités sportives.

Le Val d'Oise connaît une croissance du nombre d'établissements ESS de 3,1% en 2021 et de 1,1% depuis 2019. Cette croissance concerne notamment les associations (+3,3% en 2021 et +1,3% en deux ans), les fondations (+7% en 2021 et +7,9% en deux ans) et les mutuelles (+4,1% en 2021 et +2% en deux ans). En revanche, le nombre de coopératives recule nettement depuis le début de la crise (-1,4% en 2021 et -4,8% en deux ans).

En termes d'emplois ESS, le Val d'Oise affiche une croissance solide de 4,7% en 2021 et de 3,9% depuis 2019. Ces deux chiffres sont très proches de ceux des associations (+4,8% en 2021 et +3,7 en deux ans). Les mutuelles connaissent également une forte augmentation de leurs emplois (+25,9% en 2021 et +32,7% en deux ans), probablement en raison du déménagement d'un ou plusieurs gros établissements sur son territoire en 2021. En revanche, les coopératives ne sortent pas de la crise, avec une baisse de 1,5% du nombre de leurs emplois en 2021 et de 5,3% depuis 2019.

Territoire	Statut	Évolution 2021 établissements	Évolution 2021 emplois
	Associations	3,3 %	4,8 %
	Coopératives	- 1,4 %	- 1,5 %
VAL-	Fondations	7,0 %	1,8 %
D'OISE	Mutuelles	4,1 %	25,9 % /
	Total ESS	3,1 %	4,7 %
	PRIVÉ HORS ESS	5,0 %	2,2 %
Territoire	Statut	Évolution 2019-2021	Évolution 2019-2021
		établissements	emplois
	Associations	établissements	emplois 3,7 % /
	Associations Coopératives		
VAL-		1,3%	3,7% 🖊
VAL- D'OISE	Coopératives	1,3% /	3,7 % /\frac{7}{}
	Coopératives Fondations	1,3% / - 4,8% \ \ \ 7,9 % / \	3,7 % /\ - 5,3 % \ 4,5 % /\

MÉTHODOLOGIE



Cette note a été produite par l'Observatoire Régional de l'ESS d'Île-de-France, porté par la CRESS Île-de-France. Pour observer les territoires, l'Observatoire Régional de l'ESS se fonde sur une méthodologie partagée par l'ensemble du réseau des CRESS et définie en lien avec l'INSEE. Elle permet d'identifier les structures de l'ESS à partir de leur statut juridique (associations, coopératives, mutuelles et fondations).

Les données de conjoncture sont issues des chiffres ACOSS URSSAF. Ces chiffres sont disponibles sur une base trimestrielle entre 2010 et 2020. Ces données sont présentées en moyenne annuelle pour éliminer les effets de saisonnalité. Ces chiffres ne comprennent pas les structures relevant de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

LA CRESS

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire en Îlede-France (CRESS Île-de-France) est l'organisme de promotion et de représentation de l'ESS à l'échelle régionale. Porte-parole des entreprises sociales et solidaires auprès des pouvoirs publics, des institutions et du grand public, elle appuie le développement et le maintien des structures et se mobilise pour la formation des dirigeant.e.s et des salarié.e.s du secteur.

Pour en savoir plus sur la CRESS et ses activités : www.cressidf.org

Pour contacter l'Observatoire : leo.voisin@cressidf.org

